

07-83

**REFORME DE
L'URBANISME**

INSTITUTION

**DE LA
DECLARATION
PREALABLE
EN MATIERE
DE CLOTURES**

Vu le Décret N°2007-18 du 5 janvier 2007 en vigueur le 1^{er} octobre 2007 relatif au permis de construire et aux autorisations d'urbanisme et en particulier son article 9 supprimant l'obligation en matière de permis de démolir et la rendant facultative,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu le projet de Plan Local d'Urbanisme en cours d'élaboration fixant les clôtures, le choix de leurs matériaux et de leurs couleurs conditionnant la qualité des ambiances et des paysages,

Considérant que l'institution de la déclaration préalable en matière de clôtures permet :

- d'avoir un droit de regard sur l'évolution du paysage au regard des règles définies dans le projet de Plan Local d'Urbanisme,
- de prévenir les risques de détérioration du domaine public et des réseaux en permettant l'information de ses concessionnaires,
- d'informer les bénéficiaires des travaux des règles édictées par le projet de Plan Local d'Urbanisme,

Le Conseil Municipal,

Décide d'instaurer la déclaration préalable en matière de clôtures, conformément à l'article 9 du Décret N°2007-18 du 5 janvier 2007 pris pour l'application de l'ordonnance N°2005-1527 du 8 décembre 2005 relative au permis de construire et aux autorisations d'urbanisme.

Cette décision est acceptée à l'unanimité.

07-82

**REFORME DE
L'URBANISME**

MODIFICATION

**DE LA
REGLEMENTATION
DES
CONSTRUCTIONS
NOUVELLES
DISPENSEES
DE TOUTE
FORMALITE**

Vu le Décret N°2007-18 du 5 janvier 2007 en vigueur le 1^{er} octobre 2007 relatif au permis de construire et aux autorisations d'urbanisme et en particulier son article 9 précisant la réglementation des constructions nouvelles dispensées de toute formalité,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu le projet de Plan Local d'Urbanisme en cours d'élaboration mettant en exergue les bâtiments remarquables et plus particulièrement l'église et le site archéologique classés,

Considérant qu'il convient de préserver ses deux secteurs soumis à l'avis de l'architecte des Bâtiments de France,

Le Conseil Municipal,

Décide de limiter la durée de trois mois mentionnée au premier alinéa de l'article R 421-5 à quinze jours et la durée d'un an mentionnée au c du même article à 3 mois dans les deux secteurs concernés par l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France.

Cette décision est acceptée à l'unanimité.

